



Quand Kadhafi était un ami : Cet or noir dans le viseur de Hillary

Par [Manlio Dinucci](#)

Mondialisation.ca, 13 mars 2011

[ilmanifesto.it](#) 13 mars 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [LE MAGHREB](#)



Mutassim Gaddafi, avec la Secrétaire d'Etat U.S., Hillary Clinton

« Je suis très contente de souhaiter la bienvenue au ministre Kadhafi ici, au Département d'Etat. Nous apprécions profondément les relations entre Etats-Unis et Libye. Nous avons de nombreuses opportunités pour approfondir et élargir notre coopération. Et je désire ardemment développer nos relations. Donc, Monsieur le ministre, je vous souhaite la plus chaleureuse bienvenue » : avec ces mots, le 21 avril 2009, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton accueillait Moutassim Kadhafi, en habits de conseiller pour la sécurité nationale. Et se faisait photographier tandis qu'elle lui serrait chaleureusement la main entre les drapeaux étasunien et libyen. Sans d'ailleurs se préoccuper de la très mauvaise réputation de Moutassim, riche playboy international et violent avec sa femme.

Moins de deux années plus tard, cette même Clinton « découvre » que Kadhafi et sa famille sont à la tête d'une dictature et elle demande leur immédiate destitution au nom de la « démocratie ». Qu'est-ce qui a changé ? Les relations avec la Libye, à l'évidence, n'ont pas été ce qu'on aurait voulu à Washington. Surtout en ce qui concerne l'accès des multinationales étasuniennes à l'or noir libyen.

La Libye possède des réserves de pétrole estimées à environ 60 milliards de barils, les plus grandes d'Afrique, le double des réserves étasuniennes (voir "[Operation Libya » and the Battle for Oil: Redrawing the Map of Africa](#)", Michel Chossudovsky, Global Research, 9 mars 2011). Les coûts d'extraction sont parmi les plus bas du monde : à peine plus d'un dollar le baril vendu à plus de 100 dollars sur les marchés internationaux. La Libye possède en outre des réserves de gaz naturel estimées à environ 1.500 milliards de m³. Les compagnies qui ont eu les contrats les plus avantageux auprès de la National Oil Corporation libyenne sont européennes, dont l'Eni (Ente nazionale idrocarburi, Société nationale des hydrocarbures, NdT), chinoises et russes. Les étasuniennes sont restées par contre à la marge ou ont perdu du terrain. Chevron et Occidental Petroleum, qui s'occupaient de la prospection des gisements de pétrole et de gaz, ont décidé en octobre 2010 de ne pas renouveler leurs contrats. Dont s'est accaparée un mois plus tard la compagnie allemande R.W. Dia.

Quand immédiatement après a éclaté la révolte populaire en Afrique du Nord, l'alarme s'est déclenchée à Washington : les Etats-Unis risquaient de voir sortir de leur sphère d'influence des pays d'importance stratégique comme l'Egypte. C'est alors que le président Obama a fait pression pour une « transition ordonnée et pacifique » en Egypte qui, mettant de côté le désormais insoutenable Moubarak, transférât le pouvoir aux sommets des forces armées très étroitement liées aux USA.

Quand par contre a éclaté en Libye la révolte populaire contre le régime de Kadhafi, qui s'est ensuite transformée en guerre civile après la fracture du groupe dirigeant (déjà préparée), l'administration Obama a jeté de l'huile sur le feu en préparant les conditions pour l'intervention militaire USA/OTAN, demandée en particulier par H. Clinton. La secrétaire d'Etat rencontrera la semaine prochaine Mustafa Abd al Jalil, ex-ministre de la justice chez Kadhafi, aujourd'hui président de l'organe politique des rebelles. Si émerge un « gouvernement représentatif » en Libye -a annoncé à Washington le conseiller pour la sécurité nationale Tom Donilon- les Etats-Unis lui transféreront les 32 milliards de dollars confisqués au régime de Kadhafi, que Washington garde « en dépôt pour l'avenir de la Libye ».

Un avenir -celui qu'on a en tête à Washington mais aussi à Paris et à Londres- où ce soient les Etats-Unis et les plus grandes puissances européennes, surtout France et Grande-Bretagne, qui aient en main la richesse énergétique libyenne, de préférence à travers la privatisation de la compagnie pétrolière nationale. Ils pourraient ainsi contrôler le robinet énergétique, dont l'Europe dépend en grande partie et auquel s'approvisionne aussi de façon croissante la Chine. Dans ce cas, n'importe quel gouvernement libyen serait défini comme « représentatif » et aurait l'attestation « démocratique ». C'est au peuple libyen qu'il revient de conquérir son propre avenir de démocratie et indépendance.

Edition de dimanche 13 mars de il manifesto,

<http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/13-Marzo-2011/art40.php3>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Manlio Dinucci est géographe.

La source originale de cet article est ilmanifesto.it

Copyright © Manlio Dinucci, ilmanifesto.it, 2011

Articles Par : Manlio Dinucci

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire "L'art de la guerre" au quotidien italien il manifesto. Parmi ses derniers livres: Geocommunity (en trois tomes) Ed. Zanichelli 2013; Geolaboratorio, Ed. Zanichelli 2014; Se dici guerra..., Ed. Kappa Vu 2014.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca